

États Généraux des Socialistes, contribution de la Section Montpellier 7, Octobre 2014

Laïcité et République

La laïcité est une spécificité française. Elle constitue un des piliers de la République et trouverait logiquement sa place à la suite de notre devise : « Liberté, Egalité, Fraternité,... Laïcité ».

Depuis 1905, la loi de séparation entre l'Église et l'État impose que les croyances et religions de chacun relèvent de la sphère strictement privée. La laïcité sert l'objectif de liberté des individus, en garantissant une liberté de penser, en préservant du repli communautariste, en favorisant l'intégration comme le respect de l'autre.

Pourtant, en ces temps de difficultés économiques, le repli sur soi et la défiance envers l'État exacerbent le communautarisme et certains fondamentalismes.

Le contexte géopolitique international accentue aussi des tensions entre communautés à l'intérieur de notre société.

Au quotidien, les manquements au principe de laïcité engendrent des situations complexes pour certains de nos concitoyens, qui se retrouvent parfois seuls et en difficulté (enseignants, professions médicales, etc...) tandis qu'elles alimentent la xénophobie et inspirent des discours d'exclusion. L'État républicain doit donc non seulement en réaffirmer le principe mais aussi le faire respecter et donc trouver des solutions concrètes.

Pour nous, socialistes :

- l'école joue un rôle majeur dans la défense de la laïcité. L'école doit être le lieu où l'on apprend que le référentiel commun à tous, c'est la constitution et la République. Elle peut aussi être l'endroit où l'on enseigne l'histoire des différentes religions. Devant les difficultés rencontrées par le corps enseignant, l'application de la charte de la laïcité à l'école doit être très clairement réaffirmée et les personnels de l'éducation nationale doivent être soutenus dans son application.

- la République, qui doit être intransigeante sur le respect du principe de laïcité, doit en retour se montrer exemplaire en favorisant la promotion éducative, sociale et politique de tous sur la seule base du mérite individuel. Elle sera ainsi davantage à l'image de la diversité de la société française.